

France-Etats-Unis/Onze jours après les attentats de Paris Obama et Hollande à la Maison Blanche pour intensifier la lutte contre l'EI

AFP

Washington/Etats-Unis

L'un des enjeux de cette rencontre est d'obtenir de Washington un engagement plus ferme contre l'Etat islamique.

LE président français François Hollande, qui tente de rallier les soutiens pour durcir la lutte contre les jihadistes de l'Etat islamique (EI), a été reçu hier par Barack Obama à la Maison Blanche, onze jours après les attentats meurtriers de Paris.

Les efforts pour mieux coordonner le combat contre l'EI risquent toutefois d'être durablement mis à mal par le crash d'un avion de combat russe, abattu hier à la frontière syrienne par la Turquie, pays membre de l'Otan (lire ci-dessous).

Arrivé en début de matinée dans la capitale fédérale américaine, M. Hollande, qui effectue son premier déplacement depuis les attentats du 13 novembre (130 morts et 350 blessés), a retrouvé M. Obama dans le Bureau ovale.

Assis l'un à côté de l'autre, les deux hommes, souriants, sont restés silencieux en présence de la presse.

Pour la France, qui a inten-

sifié ses frappes en Irak et Syrie et déployé son porte-avions Charles-de-Gaulle au large de la Syrie, l'un des enjeux de la rencontre est de demander aux Etats-Unis "d'être plus allant" face à l'EI, tant au niveau des frappes que du contrôle des flux financiers.

Le président français rencontrera demain à Moscou M. Poutine pour renforcer la coordination entre tous les acteurs impliqués dans la lutte contre l'EI, et tenter, sur un plan diplomatique, de réduire les divergences sur la Syrie et plus particulièrement sur le sort Bachar al-Assad, toujours soutenu par Moscou.

MENACE SERIEUSE ET IMMINENTE. A Bruxelles, où un suspect-clé pourrait s'être réfugié, le niveau d'alerte reste "maximal" pour la quatrième journée consécutive. Les Etats-Unis ont eux émis une "alerte mondiale" pour inciter leurs ressortissants à la prudence lors de leurs voyages à l'étranger.

La capitale belge, toujours privée de métros et d'écoles en raison d'une menace "sérieuse et imminente" selon les autorités belges, cherchait toutefois à garder un semblant de normalité grâce au maintien de la plupart des lignes

de tramways et de bus. L'une des principales attractions touristiques de la ville, citée comme cible potentielle par le passé, l'Atomium, a même rouvert ses portes.

Un des suspect-clé des attentats de Paris, Salah Abdeslam, est activement recherché en Belgique, où se multiplient les perquisitions depuis quelques jours. Si ce Français de 26 ans reste introuvable, quatre personnes ont été inculpées et écrouées en lien avec cette enquête.

Deux sont soupçonnées d'avoir exfiltré Salah Abdeslam en allant le chercher en voiture à Paris quelques heures après les tueries. Selon les médias belges, l'un des inculpés l'aurait accueilli à son arrivée à Bruxelles.

"OFFENSIVE DIPLOMATIQUE" Frère d'un des kamikazes du 13 novembre, Salah Abdeslam a au moins participé aux préparatifs des attaques même si son rôle exact le jour J reste imprécis.

Devait-il lui aussi se faire exploser ? Lundi, un objet "qui s'apparente à une ceinture d'explosifs" a été découvert dans une poubelle à Montrouge, près de Paris, non loin des lieux où le téléphone de Salah Abdeslam avait été localisé le soir des attaques.

Après des percées rapides,



Photo : AFP

Le président français François Hollande devait demander à son homologue américain Barack Obama et à son pays d'être "plus allant" contre l'EI.

les enquêteurs français peinent également à identifier trois kamikazes, dont au moins deux sont passés avec des migrants par la Grèce.

Des incertitudes demeurent aussi sur le rôle joué par le jihadiste belgo-marocain Abdelhamid Abaaoud, tué mercredi dernier dans un raid sur un appartement de Saint-Denis, au nord de Paris, en compagnie d'une cousine, Hasna Aïtboulahcen, et d'un troisième homme, dont le parcours et l'identité restent un mystère.

Les familles des victimes continuaient elles à entermer leurs proches, avant un hommage national vendredi à Paris. La cérémonie se déroulera à partir de 10H30 (même heure au Gabon) aux Invalides, où

repose Napoléon, en présence des proches des victimes, des blessés, et de toutes les forces politiques du pays.

Poursuivant son offensive diplomatique, François Hollande verra ce mercredi à Paris la chancelière allemande Angela Merkel et demain à Moscou son homologue russe Vladimir Poutine. Il recevra dimanche le président chinois Xi Jinping.

Plus de 1 200 perquisitions. La police française a procédé à 1 233 perquisitions, qui ont abouti à l'interpellation de 165 personnes et la saisie de 230 armes, depuis l'instauration de l'état d'urgence après les attentats de Paris, a annoncé hier le ministre français de l'Intérieur, Ber-

L'Afrique en bref

• **Algérie/Incendie. Mort de 18 migrants**
Dix-huit migrants africains sont morts en Algérie dans un incendie d'origine accidentel qui s'est déclaré hier avant l'aube dans un hangar leur servant de camp à Ouargla (800 km au sud-est d'Alger)

• **Egypte/Attentat. Quatre morts dans le Sinaï**
Des kamikazes du groupe Etat islamique (EI) ont tué hier quatre personnes, dont un juge et deux policiers, dans un assaut contre un hôtel de la péninsule du Sinaï, dans l'est de l'Egypte.

• **Libye/Attentat. Six civils tués à l'est de Tripoli**



Photo : AFP

Au moins six civils ont été tués hier dans un attentat à la voiture piégée contre un barrage routier des forces de sécurité à 120 km à l'est de la capitale libyenne Tripoli, a indiqué un responsable.

• **Soudan du Sud/Conflit. Début du retrait de l'armée de Juba**

L'armée sud-soudanaise, loyale au président Salva Kiir, a annoncé avoir commencé lundi son retrait de Juba, à quelques jours de la date-limite prévue par l'accord de paix, signé fin août avec la rébellion menée par l'ancien vice-président Riek Machar pour mettre fin à deux ans de guerre civile au Soudan du Sud.

A travers le monde

• **Iran/Nucléaire. Entrée en vigueur "début janvier" de l'accord de Vienne**

Téhéran table sur une entrée en vigueur "début janvier" de l'accord nucléaire historique conclu en juillet avec les grandes puissances, a annoncé hier à Vienne le vice-ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi.

• **Portugal/Politique. L'alliance de la gauche anti-austérité aux affaires**



Photo : AFP

Plus de quarante ans après la fin de la dictature, le Portugal se dote pour la première fois d'un gouvernement socialiste soutenu par les communistes et la gauche radicale, qui font bloc pour "tourner la page de l'austérité".

• **Proche-Orient/Conflit. Kerry affirme le soutien américain à Israël**

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a affirmé hier à Jérusalem le soutien des Etats-Unis à Israël et son indignation devant la vague d'attentats palestiniens, en engageant des discussions avec les dirigeants des deux bords sur les moyens de réduire les violences actuelles.

Turquie/A la frontière syrienne Ankara abat un avion militaire russe

AFP

Ankara/Turquie

Ce grave incident a provoqué la fureur du président russe Vladimir Poutine qui a évoqué un "coup de poignard dans le dos".

LA Turquie a abattu hier un avion militaire russe qui avait, selon elle, violé son espace aérien à sa frontière avec la Syrie, provoquant une brusque escalade de la tension avec Moscou qui complique les efforts de formation d'une coalition antijihadiste mondiale.

L'appareil russe, un chasseur-bombardier de type Sukhoï Su-24, a été abattu par deux F-16 turcs et s'est écrasé dans l'extrême nord-ouest du territoire syrien, au nord de Lattaquié, théâtre depuis plusieurs jours de violents combats entre l'armée syrienne, soutenue par l'aviation russe, et des groupes rebelles.

Les deux pilotes ont pu s'éjecter avant le crash mais, selon des sources proches de l'opposition syrienne, l'un d'entre eux a été tué par des rebelles avant de toucher le sol. Le deuxième était toujours porté disparu, selon les mêmes sources.

Cet incident, le plus grave depuis

le début de l'engagement russe aux côtés du président syrien Bachar al-Assad, intervient alors que le président français François Hollande doit tenter de convaincre cette semaine les Américains, et surtout les Russes, de muscler ensemble leur lutte contre les jihadistes après les attentats de Paris. (Lire ci-dessus)

Moscou est le dernier soutien, avec l'Iran, au régime de Damas, alors que les Occidentaux et la Turquie exigent le départ immédiat du président Assad.

Le président russe Vladimir Poutine a vivement réagi à la perte d'un de ses avions militaires en dénonçant un "coup de poignard dans le dos qui nous a été porté par les complices des terroristes". La Turquie a longtemps été accusée de complaisance pour les rebelles radicaux en guerre contre le régime de Damas mais a récemment rejoint la coalition antijihadiste.

"Notre avion, nos pilotes ne menaçaient nullement la Turquie", a-t-il souligné lors d'une conférence de presse. "Cet événement tragique va avoir des conséquences sérieuses sur les relations russo-turques", a ajouté le numéro 1 russe, "nous ne tolérerons jamais que des crimes comme celui d'aujourd'hui soient commis".

VISITE ANNULEE. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov

a dans la foulée annoncé l'annulation de la visite qu'il devait faire CE mercredi en Turquie dans le cadre des pourparlers engagés à Vienne par les grandes puissances pour esquisser une solution politique au conflit syrien, qui a fait plus de 250 000 morts en quatre ans.

Il a également invité ses concitoyens à ne plus se rendre en Turquie, l'une de leurs destinations touristiques favorites.

De son côté, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a justifié sans hésiter le recours à la force par ses forces armées.

"Tout le monde doit savoir qu'il est de notre droit internationalement reconnu et de notre devoir national de prendre toutes les mesures nécessaires contre quiconque viole notre espace aérien ou nos frontières", a-t-il déclaré.

Dans une déclaration publiée sur son site internet, l'état-major turc a affirmé que le chasseur-bombardier russe avait clairement violé l'espace aérien turc et qu'il en avait été averti "dix fois en l'espace de cinq minutes". Ces avertissements ont été confirmés par le Pentagone.

Le ministère russe de la Défense a catégoriquement démenti les allégations turques. Il "se trouvait exclusivement dans l'espace aérien syrien", a-t-il assuré.

"GARDER LA TETE FROIDE"



Photo : AFP

C'est un avion de ce type, un Sukhoï Su-24, qui a été abattu hier par la Turquie.

Immédiatement après l'incident, la Turquie a convoqué le chargé d'affaires russe à son ministère des Affaires étrangères à Ankara pour protester. La Russie a riposté de même en convoquant l'attaché militaire turc à Moscou. Saisie par la Turquie qui en est membre, l'Otan a également convoqué en urgence une "réunion extraordinaire" programmée à 16h00 GMT (17h00 au Gabon) pour examiner les circonstances de l'incident. "L'Otan suit la situation de près", a indiqué un de ses responsables.

"Nous devons tous garder la tête froide et rester calme", a déclaré le président du Conseil européen Donald Tusk sur son compte Twitter. La chef de la diplomatie

européenne Federica Mogherini a pour sa part souligné la "nécessité d'éviter une escalade".

Depuis le début de l'intervention militaire russe en soutien au président Bachar al-Assad fin septembre, les incidents de frontière se sont multipliés entre Ankara et Moscou.

A deux reprises, des chasseurs turcs avaient intercepté des avions militaires russes engagés en Syrie qui avait violé leur espace aérien.

La tension entre les deux pays s'est encore accrue ces derniers jours, après une série de bombardements russes qui ont, selon Ankara, visé des villages de la minorité turcophone de Syrie, les Turkmènes.